

Avis voté en plénière du 28 janvier 2014

Favoriser l'accès pour tous à une alimentation de qualité, saine et équilibrée

Déclaration du groupe de la CGT

Le groupe de la CGT partage globalement l'avis. Il souligne à juste titre le caractère vital de l'alimentation pour la population et, à ce titre, la responsabilité des politiques publiques pour en assurer l'accès à des prix socialement acceptables.

Il nous semble que l'avis aurait pu être plus ambitieux sur quelques aspects. Je voudrais en souligner deux.

La faiblesse du pouvoir d'achat et la précarisation de l'emploi pour près de dix millions de personnes les conduisent à une mauvaise alimentation, voire, pour six millions d'entre elles, à une situation d'insécurité alimentaire. Cette situation exprime l'enfoncement dans la misère, elle est inacceptable. Pour les personnes au revenu modeste, l'accès à une alimentation saine, équilibrée et diversifiée, condition d'une bonne santé, est incertain. Y remédier relève avant tout d'une augmentation du pouvoir d'achat et, notamment, d'une revalorisation du Smic, des minima sociaux et des pensions de retraite. La responsabilité du gouvernement est essentielle. La dernière augmentation du Smic de l'ordre de 12 € par mois est très loin de répondre à cette exigence. D'autre part, imposer la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité est particulièrement injuste. Permettre un véritable accès pour tous à l'alimentation exige la baisse de la TVA sur ces produits, voire sa suppression, qui est un des moyens d'atteindre des prix socialement acceptables. Le caractère vital de l'alimentation et son accès pour tous requiert également un encadrement et un contrôle des prix alimentaires. Le prix du pain était encadré jusque dans le milieu des années 80. Cette mesure n'a pas été préjudiciable à l'économie de notre pays. Dans ce sens, il faut revenir sur les privilèges octroyés à la grande distribution pour négocier les tarifs, depuis la loi de modernisation économique promulguée sous la présidence de Nicolas Sarkozy en 2008.

Enfin, la responsabilité des groupes agroalimentaires sur la qualité des produits alimentaires nous semble insuffisamment traitée. Ce n'est pas l'industrialisation qui est en cause. Les progrès techniques et scientifiques n'ont jamais rendu aussi sûre la production industrielle alimentaire. Mais la recherche de rentabilité financière consistant à fabriquer au moindre coût pour engranger le maximum de profit sacrifie la main d'œuvre, les savoir-faire, la qualité des matières premières, l'entretien et le nettoyage des machines... La qualité des produits n'est pas compatible avec ces stratégies.

Malgré ces réserves, le groupe de la CGT a voté l'avis.